



# JOURNAL DU CHAOS

Quand l'Europe ouvre la bouche, c'est pour bâiller. F. Mitterrand

Semaine 21 - 2019

Du 20 au 26/05

*Je partirai tranquille, je ne regretterai rien et surtout pas cette époque de merde.*

Alain Delon, acteur

*L'Europe est le cache-sexe de la lâcheté des dirigeants nationaux*

Emmanuel Macron

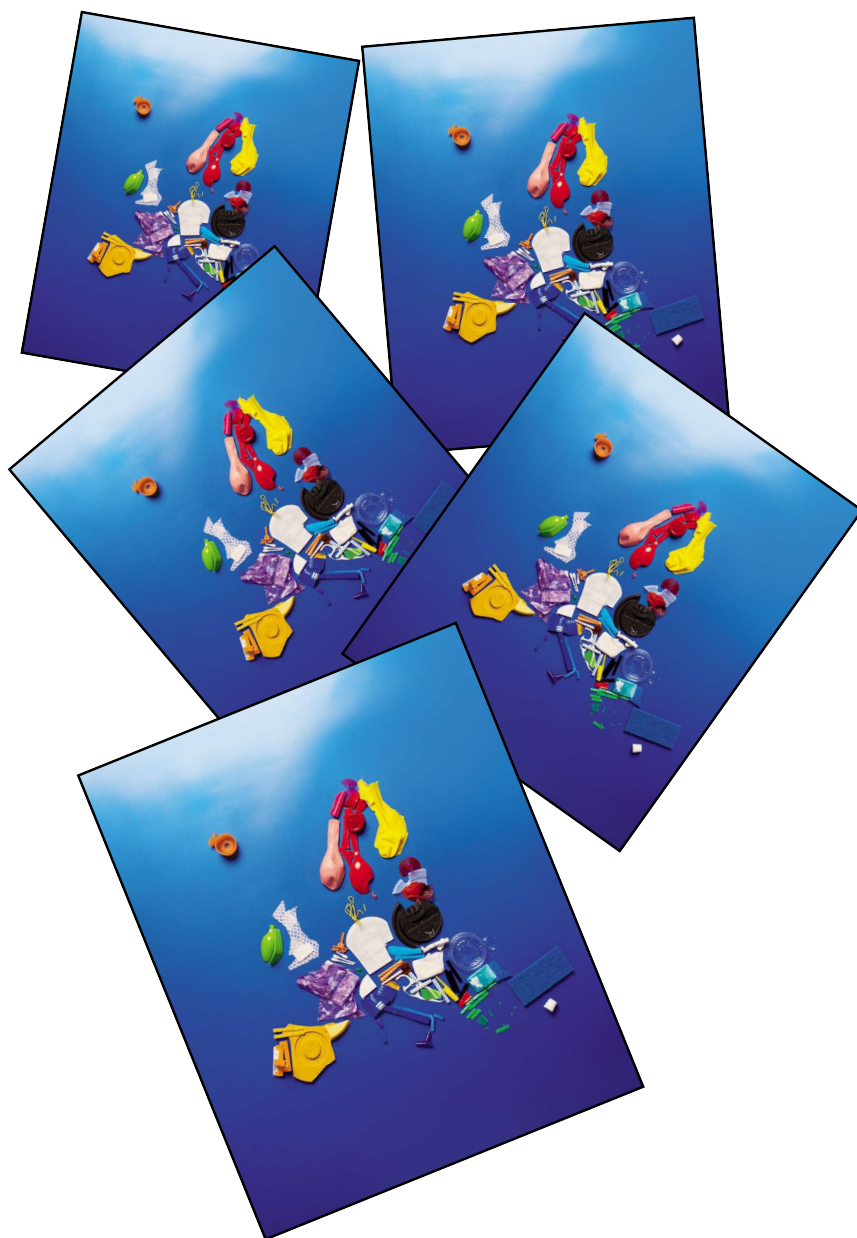
*Il y a des vies sans valeur de vie*

Alexis Carrel

*Lucifer porte un gilet jaune et le monde qu'on veut nous imposer n'est pas sataniste, il est vide*

Patrick Eudeline, journaliste rock

*L'avenir de l'Europe semble dépasser de beaucoup la capacité de réflexion du petit cercle des politiques français*  
Jean-François Revel, L'Express du 2 juin 1979



Un vote c'est une adhésion, et si on n'adhère pas, ou plus, on ne vote pas. C'est simple. Tout le reste n'est que billevesées et sophismes pour continuer à légitimer un jeu truqué (et inutile) et les partis complices qui en vivent grassement.

*De Jérôme Jaffré, directeur du Cecop*

Emmanuel Macron a détruit le système politique précédent, mais il ne l'a pas refondé. S'agissant des partis de gouvernement classiques - LR et PS -, ils restent soit affaiblis, soit en crise profonde. Nous restons dans un duel entre LREM et le RN. Mais ce face-à-face est décevant, parce que beaucoup de Français ne souhaitent pas que Marine Le Pen arrive au pouvoir, et par ailleurs beaucoup sont mécontents de Macron comme président. Il n'y a pas de solution de remplacement en vue, ce qui attise le mécontentement du pays.

(Figaro, 23/5)

## Politique

---

Petite remarque. Les médias ont réduit les élections européennes au duel Macron-Le Pen lesquels sont en effet en tête dans les sondages. Ce qui réduit, de facto, la question européenne à une élection franco-française et à un duel partisan. Et l'Europe dans tout cela ? Néant. On n'ira alors pas s'étonner qu'on envoie des baltringues au Parlement européen qui demeure malgré tout le lieu où se joue notre sort et celui de nos voisins. Vouloir faire bouger les lignes de l'institution européenne implique que l'on s'y investisse. Ce qui n'est pas le cas.

Pascal Canfin, l'écolo rallié à LREM et numéro 2 de la liste a accusé le Rassemblement national d'être « *le cheval de Troie de Poutine et de Trump pour détruire l'Union européenne* ». Ca c'est de l'argument, Coco ! Si vous regardez les précédentes campagnes européennes, il était question de tout, sauf de l'Europe. Rien de nouveau sous le soleil.

Si l'immigration constitue le thème qui comptera le plus dans le vote des Français selon des sondages concordants, les questions économiques préoccupent aussi les Français. Le pouvoir d'achat arrive en deuxième position, suivi par les impôts, selon le baromètre Harris Interactive Epoka du 12 mai pour TF1, LCI, RTL et *Le Figaro*.

C'est ensuite la protection contre des menaces extérieures qui occupe cette campagne. Les produits chinois importés avec des prix ultrasubventionnés et des normes sanitaires et environnementales moins-disantes ; les investissements de Pékin dans des actifs stratégiques européens ; le protectionnisme de Trump ou encore la toute puissance des Gafa, les géants américains du numérique, mobilisent les candidats.

Les Gilets jaunes étaient de nouveau présents dans les rues ce samedi 18 mai, inaugurant ainsi leur 27<sup>ème</sup> semaine de revendication. Certes la participation est moindre mais elle reste vive dans les grandes métropoles de province – Nancy, Lyon, Saint-Nazaire, Toulouse, Paris, Reims.

Démocratie. Démo quoi ? Deux think tanks d'obédience libérale, l'un français, la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), l'autre américain, l'International Republican Institute (IRI), avec le sondeur Ipsos, ont mené une enquête dans 42 pays, sondant 36 395 personnes en 33 langues !

En Europe, « *l'opinion selon laquelle la démocratie ne fonctionne pas bien domine* », relève le politologue Dominique Reynié, directeur de Fondapol. Qu'est-ce qui ne va pas, au juste ? Tout, ou presque. L'Etat, jugé incapable de répondre aux défis multiformes qui nous menacent.

Ce qu'on voit s'exprimer dans l'étude, c'est « *la tentation radicale d'un recours à la force et au leadership autoritaire* », commente Anne Muxel, du Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française), spécialiste de la jeunesse. « *Les jeunes sont plus nombreux que leurs aînés à considérer que les menaces contre la démocratie doivent justifier une ingérence militaire (53 % des moins de 35 ans contre 39 % des 60 ans et plus)* », souligne la politologue.

Sur bien des sujets les Européens interrogés estiment que l'Union européenne, forte de ses 500 millions d'habitants et de ses richesses, est mieux armée que les Etats pour affronter la globalisation. A condition qu'elles réussissent enfin à se montrer efficaces. On cherche le mode d'emploi !

François Hollande et Nicolas Sarkozy, tous deux anciens chefs de l'État, n'ont pas été invités aux commémorations du 6 juin prochain en Normandie, « *pour raisons protocolaires* », a-t-on fait savoir aux deux intéressés. Une nouvelle qui n'a pas spécialement fait plaisir aux deux anciens présidents. Sauf que Nicolas s'en fout, il sera à l'étranger, en Russie exactement, pour le Forum économique de Saint-Petersbourg.

La présence de Sarko à Saint-Pétersbourg au Forum économique international (FEI) a été rendu possible grâce à Maurice Leroy, le nouveau conseiller du maire de Moscou, Sergueï Sobianine. Sarko devrait rencontrer Vladimir Poutine et participer à la session plénière aux côtés du leader russe et du président chinois Xi Jinping.

Angoisse dans les mairies à l'approche du 26 mai en raison du carambolage entre le scrutin européen et la fête des Mères (et des maires). Ils manquent de bonne volonté pour tenir les bureaux de vote.

Transfert passé inaperçu, il est pourtant pour le moins surprenant. Jean-Luc Touly, militant chevronné de la gauche écolo, figure sur la liste de Florian Philippot. Touly, délégué syndical CGT puis FO chez Veolia avait dénoncé les pratiques de gestion de l'eau. Ancien de la fondation Danielle-Mitterrand, ce retraité de 65 ans, a été élu conseiller régional d'Ile-de-France avec EELV. Il est engagé auprès des Gilets jaunes. Comme quoi les lignes ont de moins en moins de sens.

## Elysée

---

Totalement déconnecté. Emmanuel Macron a jugé que le mouvement des Gilets jaunes n'avait « *plus de débouché politique* », appelant « *au calme* » ceux qui continuent à manifester et les invitant à voter, voire à se présenter aux élections après six mois de contestation. « *Je considère pour ma part que j'ai apporté des réponses aux Françaises et aux Français sur ce qui avait conduit à ce mouvement* », a estimé le président.

L'absence annoncée du chef de l'Etat aux cérémonies du 6 juin à Courseulles-sur-mer, a suscité la polémique. Aussi, l'Elysée a fait savoir que le président français sera présent à 8h 30 à Ver-sur-Mer pour la commémoration franco-britannique, en présence de Theresa May. Il posera ainsi la première pierre du futur Mémorial britannique et dévoilera également une statue. Et il déjeunera avec Donald Trump à Caen. Puis, vers 16h30, il rendra hommage aux commandos Kieffer.

Dans un entretien à la presse régionale, Macron déclare, entre autres : « *On ne protège pas suffisamment nos frontières communes. Il n'y a plus de solidarité et trop de différences entre nos droits*

*d'asile. Je veux refonder complètement Schengen, avec un espace plus petit si besoin, une meilleure protection des frontières communes, une harmonisation des droits d'asile et un pilotage par un conseil des ministres de l'Intérieur. »*

Emmanuel Macron avait pris l'engagement de réunir députés et sénateurs en Congrès pour faire un état des lieux de son action est revenu sur sa proposition. Outre le coût exorbitant d'un tel raout (300 000 €), l'écho médiatique est très faible. Donc, aucun intérêt.

Jean-Michel Blanquer a donc décerné à Emmanuel Macron le titre de « meilleur ouvrier de France ». C'est de tradition, nous dit-on. N'empêche, on se demande de quoi Macron est l'artisan si ce n'est d'un incroyable hold-up démocratique.

## Gouvernement

---

Benoît Ribadeau-Dumas, qui est le directeur de cabinet d'Édouard Philippe, avec lequel il a partagé les mêmes bancs à l'Ena (dont il est sorti major) commence à songer à revenir au secteur privé. Il surveille notamment la succession d'Hervé Guillou chez Naval Group qui devrait intervenir d'ici la fin de l'année.

Agnès Buzyn a dû, il y a quelques jours, troquer son costume de ministre contre sa blouse de médecin. Alors qu'elle se rendait à Orly, la ministre de la Santé a porté les premiers secours à un motard CRS victime d'un malaise au point de tomber de sa moto.

En février 2018, René Sève, le contrôleur général économique et financier du ministère de l'intérieur, a refusé d'avaliser les dépenses de personnel de la police nationale pour 2018. Ce dernier rappelait au cabinet du ministre qu'il manquait la bagatelle de 61 millions d'euros au budget, un déficit dont il ne voulait pas endosser la responsabilité.

Appelé à la rescousse, Gérald Darmanin, ministre chargé des comptes publics a endossé la responsabilité de ce budget bancal, en autorisant le contrôleur financier à apposer sa signature sur les comptes.

Bruno Le Maire, a appelé General Electric à ne pas fermer de site en France. A l'usine de Belfort, qui emploie 4 300 personnes, les syndicats craignent la suppression d'un millier de postes.

## Institutions

---

Mœurs. Un élu de Ferney-Voltaire, dans l'Ain, a soumis à ses collègues une question écrite les invitant à passer des tests d'alcoolémie et de produits stupéfiants avant la tenue des conseils municipaux. « *La teneur des débats s'en trouverait nettement améliorée et éviterait des fake news et autres élucubrations* », a-t-il précisé. Proposition rejetée.

Laetitia Avia, député LREM, d'origine togolaise, avocate de profession, est l'auteur d'une proposition de loi « *contre la haine sur Internet* » qui devrait être examinée en juin. Mais la chancellerie se montre prudente. Rappelons que cette dame s'est distinguée pour avoir mordu un chauffeur de taxi.

Grand nettoyage. Édouard Philippe, le Premier ministre, propose de supprimer toutes les structures d'Etat « *n'excédant pas 100 équivalents temps plein* » (ETP). La France compte 1200 structures satellites de l'Etat, réparties entre 486 opérateurs et 700 organismes d'administration centrale. La loi de finances 2019 indique en effet que 15 % des opérateurs comptaient moins de 49 ETP.

Dans le viseur de Maignon figurent ainsi - pour citer les agences les plus petites - l'Agence de financement des infrastructures de transport de France et ses quatre ETP, l'Établissement public du Marais poitevin (8 ETP), l'Académie des technologies (9 ETP) ou encore l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (10 ETP)...

## Divers

---

Laurent Bigorgne, directeur général de l'ultra libéral Institut Montaigne, est depuis quelques semaines le « coach » du ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer sur de nombreux sujets d'actualité. Afin de le préparer à un changement de poste après les européennes ?

Philippe Martinez a été réélu en toute discrétion à la tête de la CGT. Seul candidat en lice, et à la tête du syndicat depuis 2015, l'élection ne s'est tout de même pas déroulée en toute sérénité. A priori il aurait obtenu 90,65% des suffrages, un score qui reste stalinien malgré une baisse sensible (95,4% en 2016).

Nicolas Sarkozy a été l'invité des fameux dîners de l'Afep, lobby des grands patrons présidé par Laurent Burelle, le 9 mai dernier. L'ancien chef de l'État a fait le plein : une cinquantaine de membres de l'organisation patronale étaient présents pour l'écouter.

Nicolas Sarkozy sera bien jugé pénalement pour le dépassement de ses frais de campagne lors de la présidentielle 2012. Le Conseil constitutionnel a levé le dernier obstacle menant l'ex-président devant un tribunal. Jusqu'alors, Sarko jouait la montre pour éviter sa comparution à la barre. Terminé !

## Tambouille macro-machin

---

Le directeur de la campagne européenne d'En marche, Stéphane Séjourné, s'indigne de découvrir que Laurence Saillet, porte-parole et candidate des Républicains au Parlement de Strasbourg, est inscrite à Pôle emploi depuis octobre 2018 – et touche donc des indemnités chômage.

Thierry Solère souhaitait constituer un groupe LREM au conseil régional d'Ile-de-France. Mais il se trouve que peu de conseillers régionaux sont finalement disposés à la suivre. Ce qui fait marrer, « *c'est la troisième fois qu'il essaie* » ironise un conseiller.

C'est un soutien à minima, mais un soutien quand même. Ségolène Royal a confirmé au *Figaro* qu'elle votera dimanche prochain pour la liste de la majorité présidentielle. Mais elle ne participera pas à une quelconque réunion publique de Nathalie Loiseau.

Les parlementaires de LREM vont devoir s'acquitter d'une cotisation mensuelle de 150€ pour contribuer au financement du parti du président. A l'image des autres formations et surtout provisionner en vue des prochaines présidentielles.

## Droite

---

Laurent Wauquiez, le président du parti de droites Républicains, va fermer la société qui publiait les trois revues internes du parti et engager une procédure de licenciement pour deux de ses salariés. Les différents titres devraient être réalisés en interne pour dégager des économies. Cela concerne notamment *Le Mouvement des idées*, le *Bulletin des élus locaux* et *Les Républicains magazine*.

Sans surprise. Plus de 800 maires de droite, dont Rachida Dati, maire (LR) du 7ème arrondissement de Paris, Christian Estrosi, maire (LR) de Nice, Jean-Claude Gaudin, maire (LR) de Marseille, ont apporté leur soutien à la liste LR menée par François-Xavier Bellamy aux élections européennes.

En marge des européennes se profilent déjà les municipales. Et Laurent Wauquiez d'avancer que si Estrosi à Nice n'avait pas soutenu la liste Bellamy aux européennes, les carottes étaient cuites pour lui à Nice. Par ailleurs, Wauquiez ne tarit pas d'éloges sur Rachida Dati qui lorgne Paris.

Finalement, François-Xavier Bellamy n'aura pas pu compter sur un geste public de Nicolas Sarkozy en sa faveur lors de cette campagne. Il lui avait pourtant promis de le soutenir si celui-ci se présentait. Mais Sarko ne veut semble-t-il pas être mêlé au probable médiocre score des Républicains aux européennes.

A en croire Bruno Retailleau (LR) premier soutien de François-Xavier Bellamy : « *Nous avons déjà gagné la bataille de la bienveillance, qu'il incarne à merveille. On ne se déchire plus entre nous, pas plus qu'on insulte les autres. Et ça, c'est un acquis positif.* » Et de poursuivre ; « *Si l'on n'atteint pas les 15% le soir du vote, l'amertume et le poison de la division pourraient revenir. On oublie qu'il y a quelques mois, on était encore à 8 %.* »

## Gauche

---

Grand marasme à gauche. Les « *sondages-qui-ne-veulent-rien-dire* », mais que les états-majors scrutent à la loupe, sont désespérément mornes. Depuis le début de la campagne, ils placent toutes les formations se réclamant peu ou prou du progrès et de la justice sociale au-dessous de 10 %. Seule La France insoumise effleure ce plafond de verre dépoli.

Ian Brossat, communiste new-look, convaincu et éloquent, est la seule surprise de cette campagne mais sa liste reste loin de la barre de 5 % qui lui assurerait des élus. Au coude-à-coude avec Benoît Hamon, dissident riche en idées mais pauvre en électeurs, il se bat pour éviter la dernière place dans cette classe dépeuplée.

Les cinq principales listes de gauche jettent toutes leurs forces dans la dernière ligne droite d'une campagne marquée par un antilibéralisme virulent. Que ce soit pour dénoncer les politiques mises en places au niveau européen ou s'offusquer de la courte échelle que les libéraux feraient à l'extrême droite, leurs candidats ont rivalisé d'imagination ces derniers mois.

Vu que ça mange pas de pain, l'ancien premier ministre Lionel Jospin, retiré des voitures style papy Mougeot, a annoncé son intention de voter en faveur de la liste socialiste Place publique animée par le guignol Glucksmann aussi charlot que son défunt père.

Derniers sondages. Rien ne va plus à gauche : Manon Aubry pour les Insoumis de Méchancon navigue entre 7,5 et 9% des intentions de vote, Raphaël Glucksmann, tête de liste PS serait entre 5 et 7%, quant à Yannick Jadot pour les écolos de EELV on lui donne de 6,5 à 9,5%, lui qui espérait cartonner. Mais, on n'est pas à l'abri de surprises bien plus saignantes.

Dans un document, jamais publié évidemment, Mélenchon prévoyait de sortir de l'Union européenne, de stopper la contribution de la France au budget de l'Union européenne et de revenir à la monnaie nationale. On croirait lire du Marine Le Pen première version !

Les démarches ont repris auprès de Bernard Cazeneuve pour que l'ancien Premier ministre de François Hollande veuille bien voler au secours du PS et s'imposer comme son futur candidat à la présidentielle.

## Société

---

Le prochain salon de l'Agriculture aura pour thème « *l'agriculture vous tend les bras* ». Et pour cause. En vingt ans, plus de la moitié des exploitations ont été rayées de la carte en France. Outre les cessations d'activité pour faillite (10 000 par an), le vieillissement provoque une hémorragie importante (20 000 par an). Dans les dix prochaines années, près de la moitié des agriculteurs doivent partir à la retraite. On va bouffer où et quoi, chef ?

Fin 2015, une enquête d'opinion du cabinet d'études et de conseil Elabe pour le site d'information *Atlantico*, révèle que 35% des 18-24 ans répondent voter à droite et 17% à gauche. Et, dans 49% des familles, parler politique, revient à générer des engueulades.

Selon les derniers chiffres de l'observatoire des LGBTphobies, publiés par l'IFOP lundi 13 mai, 8,9 % des Français sont homosexuels ou bisexuels. C'est donc bien une minorité dont une minorité de cette minorité emmerde tout le monde avec ses revendications et autres manifestations à la con.

Après sa condamnation en mars pour son clip ultraviolent *Pendez les Blancs*, le rappeur Nick Conrad publie *Doux Pays*, un nouveau clip incitant à la haine. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a saisi la justice. Une bonne pub gratis pour ce taré !

Gilets jaunes - Premier bilan. Que ce soit sur les ronds-points ou lors des 25 actes organisés chaque samedi, on a compté 2448 personnes blessées parmi les manifestants, 1797 dans les rangs des forces de l'ordre ; 11 personnes sont mortes, victimes d'accidents sur les barrages.

La Place Beauvau a recensé 12908 tirs de LBD; 12 107 personnes ont été interpellées. Il y a eu près de 2 000 condamnations, dont 40% à de la prison ferme, et autant d'affaires classées sans suite. Le coût des dégradations s'élève à 200 millions d'euros, selon Bercy

## Faits divers

---

A Saint-Priest (Rhône) une quarantaine d'individus se sont attaqués aux pompiers et à la police. Les forces de l'ordre ont fait usage d'une cinquantaine de grenades lacrymogènes et ont procédé à une dizaine de tirs de lanceurs de balles de défense (LBD 40), uniquement pour se défendre, explique la police. Cinq individus ont été placés en garde à vue. C'est la deuxième attaque en moins de 24 heures.

Affaire Lambert où l'histoire d'un mec qui, suite à un accident, s'est retrouvé dans un état végétatif. Cela fait dix ans que cela dure au mépris de son désir, exprimé par lui et rapporté par sa femme, de ne pas survivre dans cet état. Mais voilà, c'était sans compter sur ses parents, cathos intégristes, qui s'opposent à tout arrêt du traitement. Qui coûterait 5000 € par jour au frais de la Sécu. Et si la famille payait le traitement de survie ?

On pose la question de savoir ce que signifie la vie quand on est un légume à trente ans ! Le tribunal a finalement opté pour un arrêt du protocole. Mais incroyable rebondissement, alors que l'arrêt de son alimentation a commencé, la cour d'appel de Paris a ordonné la reprise du traitement. On est là face à un grave problème juridique qui pose la question de savoir quelle juridiction est réellement compétente dans ce genre d'affaire.

Un policier est renvoyé aux assises par deux juges d'instruction pour « *violences volontaires par personne dépositaires de l'autorité publique ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente* ». Les magistrats estiment que le lancer de grenade n'était pas justifié. Le manifestant a perdu un œil.

Bernard-Henri Lévy, milliardaire et philosophe des broussailles, a donné une dernière représentation de sa bafouille *Looking for Europe*, qui, soit dit en passant, a fait un bide partout où il est passé en Europe. Pour cette dernière donc, au théâtre Antoine, il avait convié tout le ban et l'arrière ban du Paris bobo, tels Patrick Bruel, Anne Hidalgo, Michel Drucker, Nathalie Loiseau, Arielle Dombasle (sa meuf), Romain Polanski, Ségolène Royal, etc.

Tout ce petit monde s'est retrouvé ensuite dans le foyer richement décoré du théâtre pour partager une coupe de champagne. Un verre de vin rouge à la main, BHL distribue des baisers à la

cantonade, dans son élément. Plus loin, sur le boulevard de Strasbourg une petite dizaine de Gilets jaunes scandaient « *Macron nous énerve, et BHL aussi* ».

## Migration/ islam

---

Aiguillonnées par une pression migratoire qui ne se dément pas, les forces de l'ordre multiplient les coups de boutoir contre l'immigration clandestine. Selon un dernier état des lieux dressé par la Direction centrale de la police aux frontières (PAF), pas moins de 321 filières de clandestins ont été démantelées l'année dernière sur l'ensemble du territoire national. Soit une augmentation de 6 % par rapport à 2017 et, surtout, un bond spectaculaire de 80 % en six ans!

En un an, les services répressifs ont mis au jour quelque 55 vastes réseaux d'« *acheminement et de transit* » de candidats à l'exil vers d'autres destinations, en particulier le Royaume-Uni. Par norias, les convois terrestres transitent par certaines villes bien identifiées comme Marseille, Metz, Lyon, Angers ou encore Bordeaux.

Tarifs. 150 euros pour une fausse carte d'identité, plus de 5000 euros pour un trajet en poids lourd vers le Royaume- Uni, 9000 euros pour un circuit plus complexe depuis la Chine... le tout multiplié par plusieurs dizaines de milliers de candidats à l'exil vers la France chaque année. Un trafic des plus lucratifs.

Deux collectifs pro-invasion que sont La Chapelle debout ! et les Gilets noirs, plusieurs centaines de clandestins, pour la plupart originaires d'Afrique sub-saharienne, ont déferlé, dimanche 19/5 sur le terminal 2F de l'aéroport de Roissy, sous le regard médusé des voyageurs, en lançant des slogans aussi édifiants que... « *La France c'est pas aux Français, toute l'Afrique a le droit d'être ici* » (sic) !

Le délégué général du Conseil français du culte musulman, Abdallah Zekri, a annoncé déposer plainte après avoir reçu une tranche de jambon à son domicile, un acte «islamophobe» condamné par le CFCM. «*Je porte plainte*», a-t-il déclaré, après avoir aussi trouvé la veille «*une tranche de jambon dans (sa) boîte aux lettres*».

## Écologie

---

Dans la foulée du décret pris par Trump interdisant aux boîtes US de la tech de commercer avec des entreprises étrangères jugées "à risque" pour la sécurité nationale, Google a annoncé qu'il ne fournirait plus son système d'exploitation mobile (Android, 75% de part de marché dans le monde) au géant chinois des smartphones : Huawei. Après Google, Intel, Qualcomm et d'autres fournisseurs US de composants annoncent la cessation de leur fourniture à Huawei.

Les 150 citoyens tirés au sort qui participeront à la convention citoyenne pour le climat pourront « *proposer un avenir à la taxe carbone* », a estimé le ministre de la Transition écologique François de Rugy. « *Les travaux dureront ensuite six mois* », à raison d'un week-end sur trois travaillé et défrayé. « *A la fin du processus, ils devront faire des choix pour proposer un paquet de mesures cohérent* ».

La région Ile-de-France a voté la suspension des financements au projet de prolongement du RER Eole, tant que le groupe Vinci et son sous-traitant, qui avaient pollué les berges de la Seine à Nanterre en mars dernier, n'ont pas prouvé la remise en état de l'écosystème.

La chasse est pratiquée sur plus de la moitié de la surface des forêts tropicales mondiales. Résultat : les mammifères de taille moyenne ont décliné de 27 % et les gros de 40 % en trente-sept ans.



Les mères bonobos prennent soin de la vie sexuelle de leurs fils en les défendant lors de bagarres avec les autres mâles pour une femelle. Elles vont même jusqu'à pousser leurs fils dans les bras d'une femelle qu'elles savent sur le point d'ovuler.

## Économie

---

Jean-Paul Agon, patron de l'Oréal, vient de céder pour 6,5 millions de titre de la société. Il détient par ailleurs toujours plus d'un million de titres de la même société, ce qui porte son patrimoine à 252 millions d'euros. On est content pour lui.

C'est inédit depuis au moins dix ans : les taux des impôts locaux refluent légèrement. Dans les villes de plus de 100.000 habitants, ils reculent en moyenne de 0,3 % en 2019 (- 0,2 % dans les villes moyennes). Depuis 2008, les taux des taxes d'habitation (TH) et des taxes foncières (TF) affichaient des croissances de 0,1 % à 5,1 % par an.

La Belgique qui entend sortir du nucléaire se voit proposer, via la société EG Luxembourg (EGL), la construction de quatre centrales au gaz. Or derrière cette société on trouve un certain Marc Segers, ingénieur belge vivant au Qatar et porte-parole de la holding BTK Invest. Or BTK gère des fonds alimentés par Qatargas. Dans le capital d'EGL on trouve aussi des banques américaines et suisses, une compagnie norvégienne et un investisseur belge. Indépendance, dites-vous ?

Il est Allemand et c'est le leader incontesté des tunneliers en Europe. Il s'appelle Martin Herrenknecht et ses usines sont à Schwanau dans le Bade-Wurtemberg. Il s'est attaqué au marché asiatique et a ouvert une filiale en Chine. Malheur lui en a pris. Voilà que les Chinois viennent marcher sur ses plates-bandes. Raison pour laquelle il appelle l'Europe à protéger ses industries. Car les Chinois ont acheté tous les fabricants de tunneliers au monde et veulent créer un monopole.

Les tunneliers, ce sont ces grosses machines qui forent le sol dans, entre autres, le grand Barnum des travaux du Grand Paris. Quinze machines (20 millions € pièces) seront à l'œuvre pour la RATP et la SNCF. Mais voilà, les entreprises de BTP Salini Impregilo et NGE, introduisant le ver dans le fruit, ont commandé deux machines au groupe d'Etat chinois Greg. L'Allemand a raison, défendons nos industriels.

La société Souriau, 300 millions de chiffre d'affaires, 3000 salariés, dont 1300 en France, leader mondial en matière de connectique embarquée sur les avions (Airbus, Boeing) est en vente. Problème, Souriau équipe également l'intégralité de la flotte des sous-marins nucléaires, de prises électriques ou optiques pouvant résister aux profondeurs, au grenadage et aux chocs des torpilles.

Elle équipe aussi les centrales nucléaires françaises. De son côté, Bercy n'a fait pas fait connaître sa position sur ce dossier, qui, en l'absence de repreneur français, pourrait vite devenir explosif. L'entreprise avait déjà été vendue au groupe américain TransDigm qui souhaite s'en débarrasser.

Sur 134 millions d'euros d'impôts sur les résultats 2018 du groupe Lagardère, environ 80 millions sont liés à la vente du siège historique d'Europe 1, rue François 1<sup>er</sup>, dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Lagardère a vendu l'immeuble au groupe Ardian Real Estate, le 23 mai 2018, pour 253 millions d'euros.

## Culture / médias

---

Henri Guaino, ex-rédacteur des discours de Sarkozy, et ex-député des Yvelines, a commis un opuscule, *Ils veulent tuer l'Occident* (Odile Jacob) qui n'a pas obtenu le succès escompté puisqu'il n'en a vendu que 2 000 exemplaires en deux mois.

Comme de nombreux médias (*Libé* est l'un des pionniers), la grande agence de presse française (AFP) s'est lancée fin 2017 dans ce nouveau genre journalistique, visant à lutter contre la désinformation et la propagation d'intox (AFP factuel). Une quarantaine de ses journalistes, dont cinq en France, font désormais du *fact-checking* dans une vingtaine de pays et en sept langues.

L'assureur français Axa a dévoilé sa nouvelle campagne publicitaire avec en guest star la championne de tennis américaine, la négresse Serena Williams. Motif « *Elle incarne parfaitement l'importance de la confiance en soi pour réaliser ses rêves* ». Quel Blanc se rêve en nègre ?

Pour constituer son groupe de médias, Matthieu Pigasse a dépensé une centaine de millions d'euros. L'addition a été alourdie par les pertes récurrentes de presque tous ses investissements. Acculé, l'associé-gérant de Lazard Frères n'a d'autre choix que de céder la totalité de sa participation dans *Le Monde* au magnat tchèque Daniel Kretínský.

La société LabSense, rachetée l'an passé par le Groupe Pratique, devrait produire prochainement des contenus éditoriaux automatisés pour plusieurs filiales de TF1. Elle servira alors à couvrir des sujets jugés chronophages et ne nécessitant pas de plus-value humaine (résultats sportifs locaux, électoraux...).

Pour le 500<sup>ème</sup> anniversaire de la mort de Léonard de Vinci, la Monnaie de Paris et le musée du Louvre lancent une pièce d'or de 1 kilo frappée à 19 exemplaires à l'effigie du génie italien et de son chef-d'œuvre « La Joconde ».

Le boss de RTL depuis dix ans, Christopher Baldelli, est sur le point d'être éjecté de son poste. Lors de la dernière vague d'audience Médiamétrie, la station a été devancée par France Inter. Ce que n'a visiblement pas apprécié Nicolas de Tavernost, patron du groupe M6, propriétaire de RTL. Les relations entre les deux hommes étaient notoirement fraîches.

## Europe

---

**Union européenne.** Ces dernières années, les scandales de corruption liés à des détournements de fonds européens se multiplient dans plusieurs pays de l'Est ayant intégré l'Union européenne (UE) à partir de 2004.

Toutes les formations politiques sont touchées, avec presque à chaque fois les mêmes ingrédients sulfureux : des gens au pouvoir, ou leurs proches, profiteraient des fonds de cohésion destinés au développement des régions les plus pauvres de l'UE.

Quatre ans après le pic migratoire de 2015, année où un million d'entrées illégales avaient été dénombrées, l'Union n'a toujours pas digéré la crise. Les fractures entre États membres n'ont cessé de se creuser sur ces questions. Et, alors que le sujet reste une préoccupation majeure des citoyens européens, les scores des partis anti-immigration devraient progresser à l'occasion des élections européennes.

Pour autant, les 28 seraient incapables de faire face au nouveau choc migratoire qui pourrait se produire si, selon les termes d'une source européenne, la Libye venait à « exploser » ou si les relations entre l'Union et Ankara devaient se tendre davantage.

**Angleterre.** L'embrouille continue. L'opposition travailliste a rompu les pourparlers avec la Première ministre britannique destinés à trouver une solution pour mettre en œuvre le Brexit, arguant de la "faiblesse" de Mme Theresa May qui a été sommée par son parti de préparer son départ dès juin. Theresa May et Jeremy Corbyn, chef du Labour, se renvoient mutuellement la balle sur les échecs répétés à conclure un accord.

Nigel Farage, qui a repris du service avec son Parti du Brexit, arrive largement en tête dans les sondages avec 34% des intentions de vote. Ses mitinjes font un tabac où il commence par « *J'ai passé vingt ans au Parlement européen à supporter les Juncker, les Barnier, les Tusk ou les Verhofstadt* », sous-entendu « *tous aussi tocards les uns que les autres* ».

La voix brisée par l'émotion, Theresa May a annoncé sa démission, vendredi 24/5 devant la porte du 10 Downing Street. Elle quittera ses fonctions de chef du parti conservateur le 7 juin, ouvrant officiellement la course à la succession.

**Autriche.** Séisme pour l'extrême droite autrichienne à huit jours des élections européennes son chef, Heinz Strache, également numéro deux du gouvernement, est mis en cause pour tentative de collusion avec la pseudo-nièce d'un oligarque russe dans une mise en scène apparemment destinée à le confondre.

La rencontre qui s'est déroulée dans une atmosphère décontractée, dans une villa de l'île d'Ibiza, était en fait un coup monté filmé pour piéger le patron du FPÖ, selon les médias allemands qui affirment ne pas savoir qui est derrière cette opération organisée trois mois avant les législatives. Heinz-Christian Strache a démissionné, samedi 18/5.

La totalité des ministres issus du parti d'extrême droite FPÖ ont annoncé leur départ du gouvernement, dans la foulée du limogeage du ministre de l'Intérieur, entraîné dans sa chute par le leader nationaliste et ex- vice-chancelier Strache.

Des élections législatives anticipées ont été annoncées par M. Kurz. Elles devraient se tenir en septembre, au début du mois, selon le souhait du chef de l'Etat Alexandre Van Der Bellen. Le calendrier précis doit encore faire l'objet de discussions entre les responsables politiques.

**Espagne.** Dimanche 26/05 l'Espagne a un triple rendez-vous aux urnes. Les citoyens sont non seulement appelés à participer aux élections européennes mais aussi aux municipales, ainsi qu'aux régionales dans la plupart du pays, dont la région de Madrid. Le sentiment d'appartenance à l'Union européenne est de 7,8/10 pour les Espagnols quand il est de 6,4 pour les Allemands et de 5,8 pour les Français.

**Italie.** A l'appel de Matteo Salvini pas moins de 12 partis nationalistes européens participent à un meeting organisé sur la place du Duomo à Milan, en plein cœur de la capitale lombarde, et auquel pourraient assister des dizaines de milliers de personnes.

Marine Le Pen et Matteo Salvini n'ont pour le moment pas réussi à convaincre le puissant parti PiS, au pouvoir en Pologne, de les rejoindre, pas davantage que le Brexit Party de Nigel Farage ou le Fidesz du Hongrois Viktor Orban. D'autres partis absents de ce meeting pourraient en revanche les rejoindre ultérieurement, comme les Espagnols de Vox.

Rien ne va plus dans la coalition au pouvoir entre la Ligue et le M5S. Elles s'opposent sur tout et ne décident de rien. En fait, l'un et l'autre attendent le résultats des européennes pour voir qui a pris le pas sur l'autre. Matteo Salvini aimerait bien débarquer Giuseppe Conte.

**Suisse.** « *Le sperme suisse est de mauvaise qualité.* » L'alerte est parfaitement sérieuse. Elle est donnée par des chercheurs de l'université de Genève dans une étude publiée cette semaine par la respectée revue *Andrology*. Les résultats inquiètent les auteurs : 60% des jeunes Helvètes ont des paramètres spermatiques inférieurs aux références de l'OMS.

**Ukraine.** A peine prononcée sa prestation de serment, le sixième président de l'Ukraine indépendante, Volodymyr Zelensky, a annoncé la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées, qui devraient se tenir dans un délai de deux mois. A cela une raison majeure, le parti qu'il a créé, Serviteur du peuple, ne dispose pour l'instant d'aucun élu.

**Chine.** Le géant chinois des télécoms, Huawei, vient de perdre plusieurs fournisseurs américains, à un moment critique de son histoire. En coupant les ponts avec lui, Intel, Qualcomm, Broadcom et surtout Google bouleversent la supply chain d'un colosse de 180.000 employés et 100 milliards de dollars de chiffre d'affaires, qui ne vit que pour devenir le leader mondial de la 5G et le premier fabricant mondial de smartphones de la planète.

Ces annonces font suite à la décision de Washington, le 15 mai, d'inscrire Huawei sur la « Entity List » du département du Commerce. Le fichier comprend 190 entreprises et individus de tous les pays (dont 4 Français) représentant, selon l'administration américaine, un risque pour la sécurité nationale des Etats-Unis. Voici qui pourrait mettre un frein à l'expansion du géant chinois. Mais n'est-ce pas le but recherché !

Réponse du berger. La Chine, plus gros créancier des Etats-Unis (elle détient 7% de la dette publique américaine) peut-elle mettre à genoux les US en vendant massivement ses titres, ce qui ferait remonter les taux aux US et stopperait la croissance ? Pas évident, car elle prendrait le risque de s'appauvrir également.

**Inde.** Le parti nationaliste hindou, au pouvoir depuis 2014, s'est assuré jeudi une victoire historique : il remporte la majorité absolue pour la deuxième fois consécutive, ce qui n'était pas arrivé depuis 1984. Seule la formation la plus ancienne du pays, le Congrès, avait réussi un tel exploit.

**Etats-Unis.** Le président américain Donald Trump a menacé l'Iran si ce dernier s'en prenait à des intérêts américains. « *Si l'Iran veut se battre, ce sera la fin officielle de l'Iran. Plus jamais de menaces à l'encontre des Etats-Unis* », a-t-il averti sur Twitter. Le général iranien, Hossein Salami a rétorqué « *La différence entre nous et [les Américains], c'est qu'ils ont peur de la guerre* ».

Pour faire barrage aux acquéreurs étrangers, le département américain de la Défense ne compte plus uniquement s'appuyer sur l'organe de contrôle du CFIUS. Ellen Lord, la directrice des acquisitions du Pentagone, a annoncé le 10 mai la création du programme TCM (Trusted Capital Marketplace), une plate-forme d'investissement public-privé visant à pousser des fonds américains à injecter de l'argent dans des sociétés critiques pour la défense et la sécurité nationale.

Pipeau ! Les Etats-Unis vont organiser une conférence les 25 et 26 juin à Bahreïn pour évoquer le volet économique du plan de paix israélo-palestinien promis par Donald Trump et favoriser la "prospérité" des Palestiniens, a annoncé la Maison-Blanche.

# Vincent Lambert et le vol noir des certitudes

Natacha Polony

---



*Ce n'est pas le doute, c'est la certitude qui rend fou.* » La phrase de Friedrich Nietzsche résonne étrangement pour qui a entendu ces derniers jours s'exprimer les certitudes et la bonne conscience autour de Vincent Lambert, comme des corbeaux en vol circulaire, pour qui a entendu les cris de liesse et les expressions de supporters de foot de ces militants catholiques apprenant la suspension du processus d'arrêt des traitements sur décision d'une énième cour d'appel. Les « *on a gagné* » hurlés avec rage, la « *remontada* » revendiquée par l'avocat des parents de Vincent Lambert, donnent une idée non pas seulement de

l'indécence mais surtout de la folie à laquelle peuvent conduire des convictions quand elles veulent effacer la complexité du réel. En face, l'évidence est la même. La solution est simple : appliquer en France la loi belge, qui autorise le suicide assisté. Qui autorise aussi l'euthanasie sur des mineurs. Et même sur des personnes dépressives...

L'affaire Vincent Lambert parle à notre humanité commune. La situation tragique de cet homme, les déchirements de sa famille, réveillent en nous des angoisses universelles. C'est précisément pour cette raison que les certitudes des uns et des autres nous agressent. Pour cette raison que les discours politiques nous semblent d'un clientélisme déplacé.

**Quiconque s'aventure en ces contrées intimes et incertaines ne peut le faire qu'avec l'humilité de celui qui ne sait pas.** Nous ne savons pas ce que vit, ressent ou ne ressent pas Vincent Lambert. Aucun médecin, même, ne le sait véritablement, tant les contours de la conscience nous sont encore flous. Evitons donc de projeter nos fantasmes sur ce visage dans lequel nous ne pouvons lire que l'insondable mystère du vivant. Quelles que soient nos convictions, ce corps nous bouscule, nous déstabilise, nous pousse dans nos retranchements. La plupart d'entre nous, sans doute, y voient l'image même de ce qu'ils ne veulent pas vivre, de sorte que, si cette affaire a une conséquence, elle sera de faire progresser en France l'adhésion à toute idée de « mort douce » et de « droit à mourir dans la dignité », sans que toutefois les concepts ne soient analysés. Mais, justement, ce sont ces concepts qu'il nous faut expliciter.

Rien n'est simple dans le cas de Vincent Lambert, puisque cet homme n'est pas branché à une batterie de machines. Simplement un tube qui l'alimente. Si sa conscience est totalement éteinte, il n'en reste pas moins un corps qui vit, et l'idée de le faire mourir comme on décide de cesser d'arroser une plante est d'une violence que nous devons assumer. Mais pensons alors à ceci : s'il reste une lueur de conscience en cet homme – comme semble le considérer sa mère – et s'il est, depuis onze ans, enfermé dans ce corps, n'est-il pas du devoir d'une humanité compatissante de mettre fin à cette torture ?

**S'agit-il d'une euthanasie ? Le terme désigne, pour l'euthanasie active, le fait d'injecter volontairement une substance létale,** et pour l'euthanasie passive, d'injecter une substance dont on sait qu'elle va accélérer la mort, mais dont le but est de soigner la douleur. En l'occurrence, l'arrêt de l'alimentation artificielle n'entre pas dans ce cadre. Pour autant, y a-t-il acharnement

thérapeutique quand on nourrit un être vivant, même avec des moyens techniques qui n'existaient pas il y a quelques décennies ? La question est vertigineuse. Mais il est paradoxal de voir ceux qui se réclament du respect absolu des lois naturelles applaudir l'usage d'un matériel technique pour le maintien de la vie.

**La loi Claeys-Leonetti, depuis son entrée en vigueur, répond, de l'avis des soignants, à l'immense majorité des problèmes posés.** Elle a su trouver un juste équilibre qui semblait convenir à ceux-là mêmes, à droite de l'échiquier politique, qui la critiquent aujourd'hui. Dans la plupart des cas, elle évite une situation telle que celle de Vincent Lambert, qui n'est pas due aux défauts de la loi mais aux divergences de vue de la famille. En général, parents et soignants se réunissent pour décider avec pudeur et humilité, et assument leurs responsabilités. Mais nous devons garder à l'esprit qu'aucune loi ne réglera jamais l'ensemble des cas, en un domaine où l'intimité de chacun, son rapport à la vie et à la mort, se heurte parfois aux principes qu'une société est forcée de se donner. Croire que la réponse à ces questions de dignité, de responsabilité, est simple, croire qu'on peut imposer sa vision de la vie à tout prix, ou croire au contraire qu'un suicide assisté, qui délègue au médecin et à la société la responsabilité de la mort, résout tout, c'est construire un cauchemar en noir et blanc pétri de bonne conscience. La vie et, donc, la mort sont au contraire dans l'entre-deux inconfortable qui est le lieu de notre humanité.

*Source : Marianne 24 au 30/05*

# Sites à consulter

---

## [TVLibertés](#)

[la fin du populisme de gauche, par François Bousquet](#)

[jean-marc Jancovici sur les énergies renouvelables](#)

[l'AFP s'attaque aux fakes news](#)

[vous avez dit Macron ?](#)

[L'union des droites ?](#)

# Journées de lecture

---

**[Céline et ses classiques & autres études, par Marc Hanrez, Les éditions de Paris-Chaleil, 192 p., 20€](#)**

Pionnier des études céliniennes, Marc Hanrez nous entretient des influences de l'écrivain, Léon Bloy, Shakespeare, Morand, Jules Vallès, Villon, Sand, etc.

**[Les raisons cachées du désordre mondial, par Valérie Bugault, Sigest ed., 328 p., 18,95€](#)**

Comment l'idée de démocratie a-t-elle cédé le pas au chaos universel, fait de guerres économiques, de terrorisme, d'interventions militaires « préventives », de « révolutions colorées » etc. ? Derrière le pouvoir politique apparent se profile, dans un jeu d'ombres et de lumières, le véritable pouvoir mondial. Les États sont majoritairement devenus des coquilles vides, dénués de toute légitimité politique, d'autonomie et de souveraineté.

**[Théorie de la dictature, par Michel Onfray, Robert Laffont, 230 p., 20€](#)**

Dans *Théorie de la dictature*, le philosophe Michel Onfray revisite les deux derniers romans de George Orwell, *la Ferme des animaux* et *1984*. Son objectif est de démontrer, avec l'aide du célèbre écrivain anglais, que la France évolue depuis 1974 et l'élection de Valéry Giscard d'Estaing vers un totalitarisme d'un nouveau type, néolibéral et européen. On en profitera également pour (re)lire l'excellent *Que sais-je ?* sur le *Totalitarisme* de Claude Polin.

## Coté polar

**[Cœur de fer, le Chouan bleu, par Jean-Claude Sacerdot, Erick Bonnier ed., 440 p., 20€](#)**

Un polar d'excellente facture, par l'auteur de *Requiem pour un poulet*. Ou les aventures, en 1789, d'un jeune aristocrate normand, Jean-Eudes de Kermorgan qui gagné par les idées nouvelles va voir son destin contrarié.

**Vraie folie, par Lindwood Barclay, Belfond, 480 p., 21,90**

Intoxication meurtrière, assassinat sauvage d'une étudiante, disparitions inquiétantes... Après *Fausses promesses* et *Faux amis*, un final apocalyptique pour clore la trilogie consacrée à la petite ville (pas si) tranquille de Promise Falls.

**Abeilles, crimes et champagne, par Valérie Valeix, Palémon ed., 448 p., 10 €**

Audrey vient faire une conférence sur le pollen (et on en apprend énormément sur le sujet !) à Reims. Elle loge chez les Fleuriot dont le rucher jouxte le domaine des Garcin, modestes producteurs de champagne. Entre les deux familles, une haine cuite et recuite. Quand la matriarche des Garcin est assassinée, les soupçons se portent tout naturellement sur les Fleuriot. C'est parti mon quiqui !



# Christophe Guilluy: « La classe moyenne occidentale ne veut pas et ne va pas mourir »

## ENTRETIEN

L'auteur de « No society. La fin de la classe moyenne occidentale » (Flammariion) aurait pu passer ces six derniers mois 24 heures sur 24 sur les plateaux de télévision. En effet, avant tout le monde, Christophe Guilluy avait vu l'existence et la révolte de la France périphérique dont le mouvement des « gilets jaunes » a été l'incarnation vivante. Mais plutôt que de jouer les prophètes médiatiques, le géographe a préféré se taire. Pour mieux observer, mais aussi pour laisser enfin la parole aux « invisibles ». Six mois après le début du mouvement, alors que celui-ci s'est essouffé et abîmé dans la violence, il en dresse un premier bilan. Pour Christophe Guilluy, malgré la fin du grand débat et les mesures prises par le président de la République, on aurait tort de vouloir trop rapidement refermer cette page. Car, selon lui, le mouvement des « gilets jaunes » n'est que le symptôme d'une recomposition populiste beaucoup plus large qui touche toutes les démocraties occidentales. Pour le géographe, la question du retour des peuples sera l'enjeu majeur des décennies, voire du siècle à venir...

PROFOS RECUEILLIS PAR  
**ALEXANDRE DEVECCIO** @AlexDeveccio

**LE FIGARO.** - Six mois après, quel regard portez-vous sur le mouvement des « gilets jaunes » ?  
**CHRISTOPHE GUILLUY.** - Le mouvement a été l'incarnation charnelle du concept de France périphérique. La carte des ronds-points de novembre, c'est exactement la géographie de cette France-là, c'est-à-dire une géographie complètement dispersée. Ce n'est pas seulement la France rurale contre la France urbaine, ni la France du Nord et de l'Est contre la France du Sud et de l'Ouest, mais c'est bien tout cela à la fois : un phénomène plus large qui imprègne l'ensemble du territoire et est potentiellement majoritaire. Ce que j'avais voulu montrer avec ce concept de France périphérique, c'est justement que nous n'arrêtons pas de travailler sur des marges, des fractions, des minorités sans nous intéresser à une catégorie beaucoup plus importante en termes de taille et de poids : les classes populaires, socle de l'ancienne classe moyenne. Ces classes populaires, ce sont à la fois les ouvriers, les indépendants, les paysans, des actifs, des chômeurs, des jeunes, des retraités : l'ensemble des catégories modestes.

**Les « gilets jaunes » ne sont-ils pas devenus une tribu comme les autres dans une France en voie de balkanisation ?**  
Depuis quarante ans, la société française est représentée comme une addition de minorités et analysée à partir de ces dernières. Le mouvement des « gilets jaunes » casse cette représentation et vient contredire ces analyses qui véhiculent l'idée qu'au fond la France et donc le peuple n'existe pas. On se rend compte, avec la vague des « gilets jaunes » en France mais aussi la vague des brexiters au Royaume-Uni ou des trumpistes aux États-Unis, que le peuple existe et c'est d'ailleurs ce qui explique le soutien majoritaire des « gilets jaunes » dans l'opinion. Le peuple est en train d'imposer une vaste recomposition politique. Car, sur les ronds-points, il y avait des ouvriers qui hier votaient à gauche, des paysans qui hier votaient à droite, des urbains et des ruraux, des jeunes, des actifs et, pour la première fois même, des retraités. Ils formaient hier le socle d'une classe moyenne occidentale intégrée. Celle-ci s'est totalement affranchie des appartenances gauche-droite traditionnelles. Le renversement est historique. Une part importante des deux Français sur trois de Giscard, hier intégrée économiquement et représentée politiquement et culturellement, ont basculé dans une contestation durable du modèle dominant. Tenter d'analyser ce mouvement comme un phénomène conjoncturel est un absurde. Il est au contraire le produit du temps long et devrait s'inscrire durablement dans l'avenir.

**Combien de temps pensez-vous que cela peut durer ?**  
Une centaine d'années ! De la même manière que les brexiters ne vont pas

s'évanouir dans la nature. Les Britanniques ont cru qu'en gagnant du temps les classes populaires allaient abandonner. Et cela explique la percée spectaculaire du Brexit Party. Nigel Farage surfe sur le « gilet-jaunisme » britannique ! Farage, qui a créé un parti avec trois bouts de ficelle, pèse davantage en six mois que les Tories et les travaillistes réunis, qui existent depuis des siècles. Cela veut dire qu'il s'appuie sur un socle et ce socle s'appelle le peuple. La question du morcellement est piégeante, c'est une lecture ultralibérale qui tend à justifier l'abandon du bien commun et in fine à invisibiliser un conflit vertical entre le haut et le bas. Évidemment que la société se commu-

**On a vu des gens se réunir avec une même perception des effets du modèle mondialisé dans leurs villes, leurs villages, leurs vies réelles. Et cette perception, c'est que ce modèle ne marche pas. Et ça c'est irréprouvable.**

nautarise et que c'est inquiétant, mais cela ne doit pas éclipser le phénomène majeur du XXI<sup>e</sup> siècle, qui est la recomposition d'une majorité dont le socle est composé par les classes populaires et moyennes. Elles ont fait un diagnostic concernant la mondialisation. Après y avoir adhéré, elles ont pu constater que celle-ci les appauvrisait socialement et les fragilisait culturellement. Elles ne vont pas changer d'avis de sitôt.

**Les « gilets jaunes » qui manifestent aujourd'hui ne sont plus qu'une petite minorité souvent violente...**  
Tout mouvement social depuis vingt ans génère malheureusement de la violence. Ce n'est pas le propre des « gilets jaunes ». Certains « gilets jaunes » ont compris que cette violence faisait parti de la communication au XXI<sup>e</sup> siècle. Tout le monde la condamne, mais elle permet de faire la une du *New York Times*. Cependant, elle est d'abord et avant tout le fait des black blocs, qui viennent maintenant perturber toutes les manifestations depuis plusieurs années. Et qui sont ces black blocs ? Des enfants de la bourgeoisie ! Par ailleurs, si les « gilets jaunes » étaient réellement une tribu parmi d'autres, cela ferait longtemps que les médias n'en parleraient plus et ils n'auraient pas autant inquiété les politiques. Le soutien d'une très grande partie des Français encore aujourd'hui montre au contraire la profondeur de ce mouvement dans la société.

La stratégie du monde d'en haut est toujours la même. Quand un phénomène populiste se produit, il est présenté comme accidentel et minoritaire. Les brexiters ? « Des vieux retraités xénophobes du Yorkshire ! » Sauf que c'est la majorité du peuple britannique qui a voté pour le Brexit ! On a utilisé exactement les mêmes procédés rhétoriques pour les « gilets jaunes » : « fumeurs de clopes qui roulent en diesel », « poujadistes », « peste brune » et enfin « nouveaux barbares attaquant les hôpitaux ». Depuis les années 80, une certaine bourgeoisie morcelle et « minoritarise » pour mieux invisibiliser les classes moyennes et populaires majoritaires (comme hier la bourgeoisie traditionnelle mettait en avant les pauvres pour mieux minorer le prolétariat). Mais l'addition des minorités ne fait pas une majorité. C'est ce qui explique la défaite de Clinton face à Trump même si ce dernier n'a gagné qu'avec une majorité relative. (Une majorité relative sera toujours plus puissante que l'addition de minorités...) Ce n'est pas un hasard non plus si Macron s'effondre en six mois dans les sondages tandis que Trump se maintient. La victoire de Macron est une construction intellectuelle « terranovesque » qui

repose sur du sable tandis que Trump bénéficie d'une base solide. Je pense que, paradoxalement, nous sommes en train de sortir de la société liquide.

**Les observateurs ont beaucoup insisté sur le caractère disparate des revendications des « gilets jaunes »...**  
Je crois au contraire que la France périphérique qu'on ne voulait pas voir est apparue physiquement. Ce qu'on voit très bien se mettre en place en Occident, c'est cette recomposition. Un phénomène incroyablement collectif. Cela fait quarante ans qu'on nous parle du « vivre ensemble », du « bien commun », des « valeurs de la République »... Mais cela ne fonctionne pas comme cela dans la vie réelle. Dans la vie réelle, il y a des gens qui vivent sur les mêmes territoires et qui partagent ou non des choses. Or ce qu'on a vu, c'est que, contrairement à ce qu'on disait, les classes populaires ne se réduisent pas à des catégories atomisées, individualistes, sans volonté politique ou sans énergie. Tout cela est faux. On a vu des gens se réunir avec une même perception des effets du modèle mondialisé dans leurs villes, leurs villages, leurs vies réelles. Et cette perception, c'est que ce modèle ne marche pas. Et ça, c'est irréprouvable. On peut faire tous les grands débats du monde, leur point de vue ne changera pas car cela fait quarante ans qu'ils vivent la mondialisation et c'est sur ce vécu qu'il fonde leur diagnostic. Ce diagnostic n'est pas spécifique à la France : c'est celui des classes populaires dans l'ensemble des pays développés. Cela passe par le Brexit en Grande-Bretagne, par Trump aux États-Unis, par Salvini en Italie, par les « gilets jaunes » en France. Cela prend des formes différentes dans chaque pays, mais cela se fera car c'est le mouvement réel de la société.

**Macron a des représentations et un logiciel hérités des années 80. Lors du grand débat, il est apparu comme un Bernard Tapie qui aurait fait l'ENA.**

Macron avait imaginé que la France périphérique serait le cimetière de la classe moyenne française, comme Clinton avait imaginé que l'Amérique périphérique serait le cimetière de la classe moyenne américaine. Ils pensaient que nos territoires allaient se transformer en zone touristique avec des assistés sociaux qui remplieraient leur caddie au hard discount du coin. Mais la classe moyenne occidentale ne veut pas et ne va pas mourir. En cela, le mouvement des « gilets jaunes » est d'abord un mouvement existentiel et c'est pourquoi il ne rentre pas dans la case « mais quelles sont vos revendications ? ». C'est un mouvement qui dit une chose simple : « nous existons ». La question de la démocratie et de la représentation est centrale. Il faut enfin faire exister cette France-là qui, encore une fois, est majoritaire. Pas pour annihiler la France d'en haut, mais parce qu'il est impossible de faire société sans le peuple.

**Mais reconnaissez que le mouvement semble avoir changé de nature depuis novembre...**  
Au début, ce qui était frappant sur les ronds-points, c'est qu'il y avait des « gilets jaunes » de droite, de gauche, d'extrême droite et d'extrême gauche et des abstentionnistes. Le peuple tel que nous le connaissons en famille, où l'on peut s'engueuler à l'apéro mais où on termine le repas ensemble. La question des minorités est d'ailleurs intéressante. On a beaucoup dit que le mouvement était « blanc ». Les « minorités » n'étaient pas majoritaires sur les ronds-points car elles ne le sont pas dans la France périphérique, mais elles étaient bien présentes. Simplement, elles ne sont pas venues en portant leur identité en étendard. Elles n'étaient pas imprégnées de l'« idéologie universitaire ». Elles faisaient partie de la famille, du peuple. Personne ne s'est jamais interrogé sur la couleur ou l'identité de

Priscilla Ludosky, qui a pourtant lancé le mouvement. Elle-même n'y a jamais fait référence. Mais, à partir du moment où un mouvement issu de la France périphérique, qui se déroule sur les ronds-points, est aspiré par les grandes métropoles, il devient autre chose. Le mouvement des « gilets jaunes » a ainsi été imprégné par la sociologie des grandes métropoles. Il est d'abord devenu beaucoup plus politique. Car les grandes métropoles sont les lieux où le politique s'exerce encore et où le clivage droite-gauche existe toujours, c'est d'ailleurs pourquoi le monde journalistique ou universitaire y croit encore. Certains habitants des grandes métropoles sont devenus acteurs des manifestations, notamment des gens qui travaillent dans la fonction publique, qui sont traditionnellement plus proches de la gauche ou de l'extrême gauche. Les manifs des « gilets jaunes », qui à l'origine étaient des manifs de la France périphérique, sont ainsi devenus des manifs de gauche.

Priscilla Ludosky l'a compris. C'est pour cela qu'elle a dit qu'il fallait relocaliser le mouvement dans la France périphérique, ce qu'elle a fait et se trouvait sa légitimité. Elle a parfaitement raison et c'est là aussi qu'il est le plus puissant car il est dispersé. Un mouvement est faible lorsqu'il est concentré. La concentration dans les grandes métropoles l'a affaibli. Mais même en région parisienne, même dans les grandes métropoles, beaucoup de « gilets jaunes » sont conscients de cette récupération et ne souhaitent pas, par exemple, que La France insoumise ou la CGT nous aient le mouvement. Cela montre que les « gilets jaunes » ne sont pas manipulés et pas arrêtés. Cela rend le mouvement très complexe pour le gens de gauche, mais aussi pour les gens de droite. Il n'entre dans aucune des représentations traditionnelles, qui sont en train de s'effondrer. Cela reflète aussi la recomposition politique actuelle avec une incapacité de la droite et de la gauche à s'adresser aux marges populaires. Notamment parce qu'il est absurde de séparer le social et le culturel, comme le font la gauche et la droite aujourd'hui. Le mouvement est à la fois social et culturel. Et les gens ne reviennent vers les partis traditionnels que si cette double dimension est prise au sérieux. De même que Macron arrive en tête ou en deuxième position aux élections européennes, cela ne changera rien aux fondamentaux de la société française.

**Justement, que pensez-vous des réponses apportées par Macron ?**  
Macron me semble peu crédible car il a des représentations et un logiciel hérités des années 80. L'idée que la société est un patchwork de communautés, que le libéralisme va faire ruisseler de la richesse sur tout le monde. Lors du grand débat, il est apparu comme un Bernard Tapie qui aurait fait l'ENA. Nous sommes pourtant en train de sortir des années 80. Maintenant, il va falloir penser un modèle alternatif qui passera notamment par le développement de la gouvernance locale. À long terme, c'est le seul moyen de sortir de la crise des « gilets jaunes ». Cela ne sera pas simple. Cela fait quarante ans qu'on massacre les classes populaires, ce n'est pas en quatre mois qu'on va trouver les réponses. D'autant que nous avons une classe politique qui a été conçue pour représenter une classe moyenne intégrée. C'est long de récrire des programmes politiques en répondant à une demande nouvelle qui est la demande sociale, territoriale et culturelle d'un monde d'en bas qui n'est plus représenté. Des partis ont tendance à représenter quelque chose qui n'existe plus. D'où la fin du Parti socialiste et la difficulté pour la droite de dépasser les 15 %. Il faut commencer par accepter un diagnostic simple : il existe un peuple en Grande-Bretagne, il existe un peuple aux États-Unis et, même, il existe un peuple en France. ■

Lire l'intégralité de cette interview sur [www.lefigaro.fr/vox](http://www.lefigaro.fr/vox)

CLAREFOND

